



Assemblée générale

Distr. limitée
22 mai 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Cinquième Commission

Point 176 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue de consultations officieuses

Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹,

Ayant à l'esprit la résolution 1312 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 31 juillet 2000, portant création de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, ainsi que les résolutions ultérieures par lesquelles le Conseil a prorogé le mandat de la Mission, dont la dernière en date est la résolution 1344 (2001) du 15 mars 2001,

Rappelant ses résolutions 55/237 du 23 décembre 2000 et 55/252 du 12 avril 2001 sur le financement de la Mission,

Réaffirmant les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies qu'elle a énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV) du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 et 55/235 du 23 décembre 2000,

Consciente du fait qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Réaffirme* sa résolution 49/233 A du 23 décembre 1994, en particulier ceux de ses paragraphes qui concernent le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix, dont les dispositions devraient être respectées, lorsque cela est possible, dans le processus futur de budgétisation;

¹ A/55/874.

2. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée au 30 avril 2001, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 127,8 millions de dollars des États-Unis, soit 81 % du montant total des contributions mises en recouvrement, constate qu'environ 10 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts et prie instamment tous les autres États Membres intéressés de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Se déclare* préoccupée par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

5. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

6. *Note avec inquiétude* que le Secrétaire général n'a pu généralement qu'avec retard déployer certaines missions de maintien de la paix créées récemment, notamment en Afrique, et les doter des ressources nécessaires, et prend note avec satisfaction des observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 24 de son rapport², concernant le déploiement rapide et efficace des contingents militaires de la Mission;

7. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix en cours et futures doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, en ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs;

8. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter effectivement et avec efficacité de leur mandat;

9. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au minimum le coût des achats pour la Mission;

10. *Fait sienne* la recommandation contenue au paragraphe 10 b) du rapport du Comité consultatif¹;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, le plus tôt possible, pour indiquer en quoi le concept d'opérations influe sur la structure proposée et la justifie, y compris au niveau des hauts responsables de la Mission;

12. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

13. *Prie en outre* le Secrétaire général, afin de réduire les coûts salariaux afférents aux agents des services généraux, de continuer de s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission, en tenant compte des besoins de celle-ci;

² A/55/688/Add.1.

14. *Autorise* le Secrétaire général à engager, aux fins du fonctionnement de la Mission du 1er juillet au 31 décembre 2001, des dépenses d'un montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 88 933 450 dollars), et décide d'ouvrir un crédit d'un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et un crédit d'un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies, représentant la part, calculée au prorata, de la Mission dans les ressources du compte d'appui et de la Base de soutien logistique pendant la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002;

15. *Décide* de répartir entre les États Membres un montant brut de 37 500 000 dollars (montant net : 37 055 604 dollars) pour la période du 1er juillet au 15 septembre 2001, compte tenu des catégories définies dans sa résolution 55/235 du 23 décembre 2000 et révisées dans sa résolution 55/236 du 23 décembre 2000, ainsi que du barème des quotes-parts pour l'année 2001, tel qu'elle l'a fixé dans sa résolution 55/5 B du 23 décembre 2000;

16. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 15 ci-dessus, leur part du montant estimatif de 444 396 dollars inscrit au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission pour la période du 1er juillet au 15 septembre 2001;

17. *Décide en outre* de répartir entre les États Membres, sous réserve que le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission au-delà du 15 septembre 2001, un montant brut de 52 500 000 dollars (montant net : 51 877 846 dollars) pour la période du 16 septembre au 31 décembre 2001, à raison d'un montant mensuel brut de 15 millions de dollars (montant net : 14 822 242 dollars), conformément au paragraphe 15 de la présente résolution;

18. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) A du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 17 ci-dessus leur part du montant estimatif de 622 154 dollars inscrit au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission pour la période du 16 septembre au 31 décembre 2001;

19. *Décide également* de répartir entre les États Membres un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et un crédit d'un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, compte tenu du paragraphe 15 ci-dessus ainsi que du barème des quotes-parts pour les années 2001 et 2002 qu'elle a fixé dans sa résolution 55/5 B, en se fondant sur le barème des quotes-parts pour l'année 2001 pour la répartition de la partie de cette somme se rapportant à la période du 1er juillet au 31 décembre 2001, soit un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies, et sur le barème pour l'année 2002 pour la répartition du solde correspondant à la période du 1er janvier au 30 juin 2002, soit un montant brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant

brut de _____ dollars (montant net : _____ dollars) au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies;

20. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) A du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 19 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel, soit un montant estimatif de _____ dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de _____ dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies, approuvées pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, un montant de _____ dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de _____ dollars pour la Base logistique des Nations Unies se rapportant à la période du 1er juillet au 31 décembre 2001, et le solde, à savoir un montant de _____ dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de _____ dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies correspondant à la période du 1er janvier au 30 juin 2002;

21. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par emprunt sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

22. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel participant à la Mission sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

23. *Demande* que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

24. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session le point de l'ordre du jour intitulé « Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée ».
